

PUBLICATION LE 26 avril 2019

Niveau de publication choisie : Site internet de l'acheteur et Portail Marches-Publics.info

PASSERELLE XML

Cet avis sera transmis au format XML aux supports suivant :
BOAMP

AVIS

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

**RÉGIE DU PORT DE PLAISANCE DE
LA ROCHELLE**

M. Bertrand MOQUAY - Directeur du Port
de Plaisance

Avenue de la Capitainerie

Les Minimes

17026 La Rochelle

Tél : 05 46 44 41 20

 [Correspondre avec l'Acheteur](#)



L'avis implique un marché public.

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Loisirs, culture et religion ;

Objet **DRAGAGE D'ENTRETIEN DU PORT DE PLAISANCE DE
LA ROCHELLE 2019-2023**

Type de marché Travaux

Mode Appel d'Offres ouvert

Code NUTS FRI32

DESCRIPTION Le marché porte sur la réalisation de travaux de dragage d'entretien à réaliser dans le périmètre du Port de plaisance de La Rochelle : le Port des Minimes, les chenaux d'accès au Vieux Port et à Port-Neuf, et dans les bassins du Vieux Port.
La cote nominale à obtenir varie en fonction des zones à draguer. Les travaux se dérouleront sur la campagne de dragage 2019-2020 (1er octobre 2019 au 15 mai 2020), sur la campagne de dragage 2020-2021 (1er octobre 2020 au 15 mai 2021), sur la campagne de dragage 2021-2022 (1er octobre 2021 au 15 mai 2022) et sur la campagne de dragage 2022-2023 (1er octobre 2022 au 15 mai 2023).

Code CPV principal **45252124** - Travaux de dragage et de pompage

Forme Prestation divisée en lots : Oui
Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots
Les variantes sont refusées

Lots Libellé Estimé € Mini € Maxi €

	HT	HT	HT
N° 1	Dragage du Port des Minimes par drague aspiratrice stationnaire avec refoulement par une conduite de rejet		5 000 000
N° 2	Dragage du chenal de la Rochelle et de l'entrée du Port des Minimes par drague aspiratrice en marche avec clapage au-dessus de la zone d'immersion du Lavardin		1 500 000
N° 3	Dragage du chenal de Port-Neuf par drague aspiratrice en marche avec clapage au-dessus de la zone d'immersion du Lavardin et rotodévasage du pied de la Cale de Port-Neuf		450 000
N° 4	Rotodévasage		140 000
N° 5	Dragage du Havre d'Echouage par drague aspiratrice en marche avec clapage au-dessus de la zone d'immersion du Lavardin		400 000
N° 6	Dragage du Bassin des Chalutiers par drague aspiratrice en marche avec clapage au-dessus de la zone d'immersion du Lavardin		400 000

Conditions relatives au contrat

Cautionnement Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur le montant du marché et des avenants par retenue sur acomptes.
La retenue n'aura pas lieu si l'entrepreneur fournit une garantie à première demande avec son premier projet de décompte, sinon la retenue de garantie sera effectuée jusqu'à l'achèvement du marché. L'entrepreneur pourra aussi proposer une caution personnelle et solidaire d'un établissement bancaire, avec sa première demande d'acompte, mais seulement après accord du pouvoir adjudicateur.

Financement Le paiement des sommes dues sera fait par virement au compte du titulaire (entreprise ou groupement d'entreprises), précisé dans l'acte d'engagement.
Le paiement sera fait par mandat administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture selon les modalités précisées au C.C.A.P.
Dans le cas où le marché serait supérieur à 50.000 € HT, le titulaire peut bénéficier une avance de 5% du montant du marché, selon les modalités précisées au C.C.A.P. et conformément aux dispositions de l'article 112 du décret n°2016-360.

Forme juridique Dans la mesure où plusieurs entrepreneurs devaient se grouper pour présenter une offre, la forme du groupement envisagée est la suivante :
0 Conjoint 1 Solidaire

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Formulaire DC1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Référence professionnelle et capacité technique :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

Marché réservé : Non

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération

50 % : Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique

50 % : Prix

Renseignements [Correspondre avec l'Acheteur](#)

Documents

- [Règlement de consultation](#)
- [Dossier de Consultation des Entreprises](#)

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Documents payants : Non

Offres

Remise des offres le **03/06/19 à 12h00** au plus tard.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Validité des offres : **80 jours** , à compter de la date limite de réception des offres.

Dépôt

- [Déposer un Pli dématérialisé](#)

Renseignements complémentaires

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

L'entreprise devra OBLIGATOIREMENT se rendre sur les lieux pour visiter et prendre connaissance de l'exécution des travaux à réaliser avant de remettre son offre. La visite sera organisée le mardi 21 mai 2019 à 14h30 à la Capitainerie du Port des Minimes (LA ROCHELLE).

Toute absence du récépissé de visite dûment signé par le représentant du maître d'ouvrage entraînera la non recevabilité de l'offre.

Recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Poitiers

15, rue de Blossac

Hôtel Gilbert

BP 541 86020 Poitiers Cedex

Tél : 05 49 60 79 19 - Fax : 05 49 60 68 09

greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

Cf. le greffe du Tribunal Administratif à l'adresse ci-dessus.

Envoi le 26/04/19 à la publication